



## CHAPITRE 69

## CHAPTER 69

Loi modifiant la charte de la ville LaSalle An Act to amend the charter of the town of LaSalle

[Sanctionnée le 10 février 1955]

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville LaSalle a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
a. 64,  
remp.  
pour la  
ville.

**1.** L'article 64 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Indemnités.

"**64.** Le conseil peut décréter, par résolution, que le maire recevra une somme annuelle de deux mille dollars et chacun des échevins une somme de mille dollars, dont huit cents dollars quant au maire et quatre cents dollars quant aux échevins, à titre de dépenses inhérentes à leur charge respective, en sus des frais de voyage ou de représentation, à même les fonds généraux de la ville."

S.R.,  
c. 233,  
a. 124,  
remp.  
pour la  
ville.

**2.** L'article 124 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Cens  
d'éligi-  
bilité.

"**124.** Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'éche-

Preamble.

**W**HEREAS the town of LaSalle has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 2 George V, chapter 73, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 64 of the Cities and Towns Act, amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 39, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 64,  
replaced  
for town.

"**64.** The council may direct, by resolution, that the mayor shall receive an annual sum of two thousand dollars and each aldermen a sum of one thousand dollars, eight hundred dollars of which in the case of the mayor and four hundred dollars in that of the aldermen shall be for expenses inherent in their respective offices, in addition to travelling or entertainment costs, out of the general funds of the town."

Indem-  
nities.

**2.** Section 124 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 124,  
replaced  
for town.

"**124.** No one may be nominated for, nor elected to the office of mayor or coun-

Property  
qualifi-  
cation.

vin, ni être élu à cette charge, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement la mise en nomination, il n'ait possédé dans la municipalité et ne possède encore, à la date de la mise en nomination et à celle de l'élection, à titre de propriétaire en son propre nom, des biens-fonds d'une valeur, inscrite au rôle d'évaluation en vigueur à la date de la présentation, d'au moins deux mille dollars, après paiement ou déduction faite de toute hypothèque et de tout privilège enregistrés sur tels biens-fonds.

Qualité  
requisse  
des élus.

Nul ne peut occuper ou continuer d'occuper la charge de maire ou d'échevin, s'il ne possède ou s'il cesse de posséder le cens d'éligibilité prescrit par le présent article."

S.R.,  
c. 233,  
a. 185,  
am. pour  
la ville.

**3.** L'article 185 de la Loi des cités et villes est amendé, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 1, par le suivant :

Dépôt.

"**185.** 1. La somme de cent dollars, en monnaie pouvant servir à des offres réelles ou en billets d'une banque légalement constituée et faisant des opérations au Canada, ou un chèque pour cette somme tirée sur une banque de ce genre et accepté par elle, doit être déposé entre les mains de l'officier-rapporteur lorsque le bulletin de présentation lui est remis."

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la ville.

**4.** L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 1<sup>a</sup>, édicté pour la ville, par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 71, les paragraphes suivants :

Mode de  
construc-  
tion, etc.

"1<sup>b</sup> Pour déterminer dans toute la ville ou partie de la ville le mode de construction, les dimensions, la localisation, la disposition, la salubrité et les matériaux des constructions ou d'une partie quelconque de construction et en particulier des bâtiments, fondations, murs de fondation, drains, tuyaux d'égout, cheminées, appareils de chauffage et murs, qu'ils soient mitoyens, intérieurs ou extérieurs ;

Plans.

"1<sup>c</sup> Pour forcer le propriétaire à soumettre le plan de toute construction, reconstruction, réparation, modification ou agrandissement de tout bâtiment à l'inspecteur des bâtiments ou à l'officier préposé à cette fin et à obtenir au préalable de ces derniers un certificat écrit d'approbation, et prescrire le coût de ce certificat ;

cillor unless he has possessed during the twelve months immediately preceding the nomination and still possesses on nomination day and on election day, as owner, in his own name, real estate in the municipality of the value as entered on the valuation roll in force at the date of the election of at least two thousand dollars, after payment or deduction of every privilege and hypothec registered against such real estate.

No one may hold or continue to hold the office of mayor or of councillor if he does not possess or if he ceases to possess the qualifications set forth in this section."

Disquali-  
fication  
from  
office.

**3.** Section 185 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing subsection 1, by the following :

R.S.,  
c. 233,  
s. 185,  
am. for  
town.

"**185.** 1. The sum of one hundred dollars, in legal tender or in the bills of any legally chartered bank doing business in Canada, or a cheque for such sum drawn upon and accepted by any such bank, shall be deposited in the hands of the returning-officer at the time the nomination-paper is filed with him."

Deposit.

**4.** Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1<sup>a</sup>, added, for the town, by section 2 of the act 12 George VI, chapter 71, the following paragraphs :

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
town.

"1<sup>b</sup> To determine, in the whole or part of the town, the mode of construction, dimensions, situation, lay-out, salubrity and materials of structures or of any part of a structure, and in particular of buildings, foundations, foundation walls, drains, sewer pipes, chimneys, heating apparatus and walls, whether they be party, inside or outside walls ;

Mode of  
construc-  
tion, etc.

"1<sup>c</sup> To compel the proprietor to submit the plan of any construction, reconstruction, repair, alteration or extension of any building to the building inspector or officer appointed for such purpose, and to obtain first from the latter a written certificate of approval, and to prescribe the cost of such certificate ; to

Plans.

pour empêcher toute construction, reconstruction, réparation, modification ou agrandissement non conforme aux règlements, les faire cesser, décréter la démolition de ces ouvrages et édicter les mesures que le conseil juge appropriées à cette fin;

Zonage.

"1<sup>d</sup> Pour diviser la municipalité en arrondissements ou zones dont le nombre, la forme et la superficie seront déterminés par le conseil; pour régler et restreindre différemment dans ces arrondissements ou zones l'usage et l'occupation des terrains, le genre, la destination, l'occupation et l'usage des constructions pouvant y être érigées, ainsi que la reconstruction, la modification, la réparation, l'agrandissement, la destination, l'occupation et l'usage des constructions déjà érigées, la proportion des terrains qui pourra être occupée par les constructions et l'espace devant être réservé entre ces constructions et les lignes de lots; empêcher toute construction, reconstruction, modification, réparation, destination, occupation, agrandissement et usage non conforme aux règlements, les faire cesser, décréter la démolition de tels ouvrages et édicter les mesures que le conseil juge appropriées à cette fin;

Bâti-  
ments,  
etc., dan-  
gereux.

"1<sup>e</sup> Pour empêcher le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminée, cheminées ou autres constructions n'ayant pas la solidité voulue et pour pourvoir à leur démolition ou destruction sommaire;

Abroga-  
tion, etc.,  
de règle-  
ments.

"1<sup>f</sup> Le conseil peut abroger tout règlement déjà existant concernant les matières énumérées au paragraphe 1<sup>d</sup> du présent article et en adopter un nouveau qui deviendra en vigueur avec la seule approbation du ministre des affaires municipales. Ce nouveau règlement ne pourra cependant être modifié ou abrogé que par un autre, sujet à l'approbation des électeurs propriétaires obtenue de la manière ci-après prévue.

Assemblée  
publique.

Dès l'adoption de ce règlement par le conseil, le greffier, par avis public signé de sa main, doit convoquer une assemblée publique des électeurs propriétaires dont les immeubles sont situés dans l'arrondissement ou zone ou partie d'autres zones que le conseil décrètera affecté par ledit règlement de modification ou d'abrogation. Cette assemblée doit être tenue au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil et son avis de convocation devra

prevent any construction, reconstruction, repair, alteration or extension not in conformity with the by-laws, to halt such work and order the demolition thereof and to enact such provisions as the council deems proper for such purpose;

"1<sup>d</sup>. To divide the municipality into districts or zones, the number, shape and area of which shall be determined by the council; to determine and restrict differently, in such districts or zones, the use and the occupancy of the lots, the kind, the destination, the occupancy and the use of the constructions to be erected there, as well as the reconstruction, alteration, repair, extension, destination, occupancy and use of constructions already erected, the proportion of the lots that may be occupied by the constructions and the distance to be left between such constructions and the lot lines; to prohibit any construction, reconstruction, alteration, repair, destination, occupancy, extension and use not in conformity with the by-laws, to halt such work and direct the demolition thereof and to enact such provisions as the council deems proper for such purpose;

Zoning.

"1<sup>e</sup>. To prohibit the maintenance of buildings, walls, stacks, chimneys or other structures which are not of the required stability and to provide for their demolition or summary destruction;

Danger-  
ous build-  
ings, etc.

"1<sup>f</sup>. The council may repeal any existing by-law respecting the cases enumerated in paragraph 1<sup>d</sup> of this section, and pass a new one which shall come into force with the sole approval of the Minister of Municipal Affairs. However, such new by-law shall not be amended or repealed except by another one subject to the approval of the electors who are property-owners, to be obtained in the manner hereinafter provided.

Repeal,  
etc., of  
by-laws.

Upon the passing of such by-law by the council, the clerk, by a public notice signed by him, shall call a public meeting of the electors who are owners of immovables situated in the district or zone or in parts of other zones that the council shall declare to be affected by the said amending or repealing by-law. Such meeting shall be held at the place, on the day and at the time fixed by the council and the notice calling it shall carry a delay of

Public  
meeting.

comporter un délai de huit jours francs. Elle sera présidée par le maire ou le maire suppléant ou en leur absence par l'un des échevins. Le greffier de la ville agira comme secrétaire lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande de vote.

Dix électeurs propriétaires concernés ou un cinquième de ceux-ci si leur nombre est inférieur à trente pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation sur ce règlement.

Date.

Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside doit fixer la date de la votation qui doit être tenue dans trente jours de cette assemblée.

Adoption.

Si la votation n'est pas demandée, suivant les prescriptions mentionnées à l'alinéa précédent, le règlement est censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Vote requis.

Toutefois, s'il y a votation, ce règlement ne peut être modifié ou abrogé que par le vote au scrutin secret de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires qui ont exercé leur droit de vote, pourvu qu'au moins un tiers de ceux qui ont le droit de vote et qui résident dans la municipalité, ait exercé ce droit."

S.R., c. 233, a. 427, am. pour la ville.

Refus de permis.

5. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 33°, le paragraphe suivant:

"33°a Pour refuser les permis de constructions sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable à la satisfaction du conseil qu'il sera pourvu pour la construction projetée à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires convenables et suffisants."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la ville. Rues, etc.

6. Le paragraphe 1° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"1° Sujet aux dispositions de la Loi relative aux rues publiques (chapitre 242), pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, et pour en payer le coût,

eight clear days. The meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by one of the aldermen. The town clerk shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

Ten electors or one fifth of the electors involved, if their number is less than thirty may demand a poll but only during the hour following the opening of the meeting.

Demanding vote.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.

Date.

If a poll is not demanded, in accordance with the provisions mentioned in the preceding paragraph, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the ratepayers concerned.

Adoption.

Nevertheless, if a poll is held, such by-law may be amended or repealed only by the vote, by secret ballot, of the majority, in number and in value, of the electors-proprietors who have voted, as long as at least one-third of those who are qualified to vote and who reside in the municipality, have voted."

Vote required.

5. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 33, the following paragraph:

R.S., c. 233, s. 427, am. for town.

"33a. To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structure will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewers that are sanitary, suitable and adequate."

Refusal of permit.

6. Paragraph 1 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S., c. 233, s. 429, am. for town.

"1. Subject to the provisions of the Public Street Act (chapter 242), to order the opening of new streets, the closing, the widening, extension or changing of existing streets, and to prescribe the manner of making and maintaining the streets of the municipality, and to pay the whole or part of the cost thereof out

Streets, etc.

en tout ou en partie, à même les fonds généraux de la municipalité, ou au moyen d'une taxe spéciale sur les propriétaires d'immeubles situés dans un rayon déterminé par le conseil ou pour prescrire une répartition de cette taxe soit en raison de l'étendue de front de ces immeubles soit d'après leur évaluation; toutefois, le règlement décrétant la fermeture d'une ou de plusieurs rues doit pourvoir à l'indemnité, s'il y a lieu, et est sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec avant d'entrer en vigueur;".

of the general funds of the municipality, or by means of a special tax on the owners of immovable property situated within a radius determined by the council, or to prescribe an apportionment of such tax, either according to the frontage of such immovables or according to their valuation; however, the by-law ordering the closing of one or of several streets must provide for the indemnity, if there be occasion therefor, and shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission before coming into force;".

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**7.** Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville, par l'article 2 de la loi 5 George V, chapitre 98, est de nouveau remplacé par le suivant:

**7.** Paragraph 8 of section 429, of the Cities and Towns Act replaced, for the town, by section 2 of the act 5 George V chapter 98, is again replaced by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

Subdivi-  
sion de  
lots.

"8° Pour régler la subdivision ou l'annulation de subdivision de lots situés dans les limites de la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil, quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elle ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité."

"8. To regulate the subdivision or cancellation of the subdivision of lots situated in the limits of the municipality, to compel proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, fifteen days before their presentation to the Minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that such streets and lanes do not belong to the municipality."

Subdivi-  
sion of  
lots.

S.R.,  
c. 233,  
a. 472,  
am. pour  
la ville.  
Nuisan-  
ces.

**8.** L'article 472 de la Loi des cités et villes est amendé, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant:

**8.** Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 472,  
am. for  
town.

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritrus, papiers ou bouteilles vides, ou d'y garder des animaux ou volailles de basse-cour, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

"1a. To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon, to allow branches, bushes and long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper of empty bottles, or to keep farm animals or poultry there, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

Nuisan-  
ces.

S.R.,  
c. 233,  
a. 485a,  
aj. pour  
la ville.

**9.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 485, le suivant:

**9.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 485, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 485a,  
added  
for town.

Experts  
aux esti-  
mateurs.

"**485a.** Le conseil a toujours eu le droit et peut par résolution, adjoindre des

"**485a.** The council has always had the right to and may, by resolution, provi-

Experts  
to asses-  
sors.

experts aux estimateurs en vue de conseiller et d'aider ces derniers à établir, par les meilleurs méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la ville ou de certaines catégories d'iceux."

de the assessors with experts with a view of counselling and helping the former to establish, by the best possible methods, the read value of the taxable property of the town or of certain categories of such property."

1912(1),  
c. 73,  
a. 19,  
remp.

**10.** L'article 19 de la loi 2 George V, chapitre 73, tel que remplacé par les lois 3 George V, chapitre 69, section 8; 12 George V, chapitre 112, section 9; 15 George V, chapitre 100, section 2; 18 George V, chapitre 104, section 1, et 22 George V, chapitre 117, section 4, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

**10.** Section 19 of the act 2 George V, chapter 73, as replaced by the acts 3 George V, chapter 69, section 8; 12 George V, chapter 112, section 9; 15 George V, chapter 100, section 2; 18 George V, chapter 104, section 1, and 22 George V, chapter 117, section 4, is again replaced, for the town, by the following:

S.R.,  
c. 233,  
a. 522,  
remp.  
pour la  
ville.  
Terres en  
culture.

**19.** L'article 522 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**19.** Section 522 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

**522.** Toute terre en culture ou affermée ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la ville, si elle a une superficie de cinq arpents ou plus, ne devra pas être évaluée à plus de cent dollars l'arpent.

**522.** No land under cultivation or farmed or used as pasture land for cattle, and no uncleared land or timber lot within the town limits, if it has an area of five arpents or more, shall be valued at more than one hundred dollars per arpent.

Bâti-  
ments.

La susdite évaluation comprendra, les granges, écuries, et autres bâtiments servant à ladite terre, à l'exclusion des maisons qui seront estimées à leur valeur réelle.

The said valuation shall include the barns, stables and other buildings used for the said land, excepting houses which shall be assessed at their real value.

Addition  
au rôle.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe, après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés audit rôle."

The council may cause to be added to the valuation roll, at any time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and shall thus have become liable to taxation after the closing of the valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the roll."

S.R.,  
c. 235,  
a. 2, am.  
pour la  
ville.

**11.** Le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 2 de la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 235), est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**11.** Paragraph 3 of section 2 of the Municipal Officers Dismissal Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 235), is replaced, for the town, by the following:

"officier  
municipal".

**3<sup>o</sup>** Les mots "officier municipal" désignent l'auditeur ou vérificateur d'une municipalité au sens de la présente loi, le directeur de la police d'une telle municipalité ou la personne qui remplit dans la municipalité des fonctions analogues ou

**3.** The words "municipal officer" mean the auditor (vérificateur) of a municipality within the meaning of this act and the director of police of such a municipality, or the person performing similar duties in the municipality or the secretary or the

le secrétaire ou le greffier et le secrétaire- clerk and the secretary-treasurer.”  
trésorier.”

Entrée en  
vigueur.

**12.** La présente loi entrera en vigueur  
le jour de sa sanction.

**12.** This act shall come into force on <sup>Coming</sup>  
the day of its sanction. <sub>into force.</sub>